

## Le Bulletin Quotidien, 6 janvier 2014

Date : 06/01/2014  
Pays : FRANCE  
Page(s) : 9-10  
Rubrique : Evénements et perspectives  
Périodicité : Quotidien  
Surface : 116 %

Bulletin  
Quotidien



### Le Débat national sur la Justice au XXI<sup>e</sup> siècle sera organisé les 10 et 11 janvier prochains

Le président de la République, M. François HOLLANDE, dans son allocution lors de l'audience solennelle de la Cour de cassation, le 18 janvier 2013, avait fait de la justice de proximité l'une de ses priorités pour la Justice (cf. "BQ" du 21 janvier 2013) : "une proximité géographique, permettant à la Justice d'être au plus proche des citoyens et de leurs besoins ; ensuite, une proximité concrète permettant d'assurer au citoyen une réponse effective, efficace et efficiente à ses demandes ; enfin, une proximité personnelle, lui permettant de mieux comprendre le processus judiciaire et d'être l'acteur de ses droits".

Dans ce cadre, M<sup>me</sup> Christiane TAUBIRA, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, a souhaité organiser un débat national sur la Justice du XXI<sup>e</sup> siècle afin de réfléchir à l'influence des transformations de la société française sur le fonctionnement de la Justice. Dans cette perspective, quatre groupes de travail se sont réunis et ont rendu leurs rapports :

L'Institut des Hautes études judiciaires, dont le secrétaire général est M. Antoine GRAPON, magistrat, a rendu, en septembre dernier, son rapport sur "l'évolution de l'office du juge et son périmètre d'intervention" (cf. "BQ" du 6 septembre).

M. Pierre DELMAS-GOYON, qui présidait le groupe de travail sur les "magistrats au XXI<sup>e</sup> siècle" a formulé 67 propositions (cf. "BQ" des 24 et 26 décembre), la 49<sup>ème</sup> proposant de donner au greffier une compétence propre pour le prononcé du divorce par consentement mutuel, ce qui suscite des controverses (cf. infra).

M. Didier MARSHALL, Premier président de la Cour d'appel de Montpellier, qui présidait le groupe de travail sur "les juridictions du XXI<sup>e</sup> siècle", a présenté 35 propositions (cf. "BQ" du 17 décembre).

Enfin, M. Jean-Louis NADAL, procureur général honoraire près la Cour de cassation, qui présidait la commission pour la "modernisation du ministère public" a fait 67 propositions (cf. "BQ" des 27 novembre et 4 décembre).

Le débat national "La Justice du XXI<sup>e</sup> siècle" aura lieu les 10 et 11 janvier prochains, à l'UJESCO. Centrés sur les juridictions judiciaires, les débats permettront d'identifier également certaines problématiques partagées avec les juridictions administratives, qui seront elles aussi associées à cet événement. Organisés en ateliers thématiques, les échanges permettront de débattre des différents